

Etats-Unis/Collusion présumée avec la Russie Trump fulmine face aux soupçons

AFP
Washington/États-Unis

Outre son fils, Donald Trump Jr, les investigations s'intéressent de près à l'équipe numérique de sa campagne.

LA défense s'organisait hier à la Maison Blanche après les révélations d'une rencontre l'an dernier entre le fils aîné de Donald Trump et une avocate qu'il pensait être une émissaire du gouvernement russe capable de fournir des informations sur Hillary Clinton. Les démocrates reprochent à Donald Trump Jr., codirigeant de l'entreprise familiale, d'avoir accepté, en pleine campagne présidentielle en juin 2016, ce qui lui était présenté comme une offre d'informations du pouvoir russe afin d'aider le candidat républicain à la Maison Blanche. Ce qui s'assimilerait à une tentative de coordination avec la Russie – même si l'avocate n'avait apparemment pas les informations attendues, et dit qu'elle n'a rien à voir avec le Kremlin. Un avocat du président américain, Jay Sekulow, a fait le tour des télévisions pour marteler l'argument

central : ce rendez-vous n'avait rien d'illégal, et Donald Trump n'était, de toute façon, pas dans la boucle.

"La rencontre elle-même et ce qui s'y est passé ne viole pas la loi. Le président n'était pas au courant", a résumé l'avocat sur ABC. Mais la question de la légalité du rendez-vous est distincte de celle qui intéresse de nombreux élus du Congrès, démocrates et républicains : Don Jr. aurait-il dû informer les autorités américaines de la proposition étrange émanant de Russie ?

La question a été posée hier par un républicain à l'homme nommé à la tête du FBI par Donald Trump, Christopher Wray, qui – hasard du calendrier – témoignait lors d'une audition (lire ci-contre).

"Toute menace ou tentative d'interférer dans nos élections, de la part de n'importe quel acteur étatique ou non-étatique, correspond au type de choses dont le FBI aimerait être au courant", a-t-il répondu sans équivoque.

L'avocat et les soutiens conservateurs de Donald Trump utilisaient une seconde ligne de défense : ils rappellent qu'une consultante du parti démocrate a, en 2016, été en contact avec des responsables ukrainiens dans le cadre de



Photo : AFP

La tête des mauvais jours pour le président Donald Trump, furieux de voir l'affaire russe gagner en ampleur, jusqu'à viser l'équipe numérique de sa campagne.

ses recherches sur les liens prorusse de l'ancien directeur de campagne de Donald Trump, Paul Manafort.

"Pourquoi ne pas appliquer les mêmes standards aux démocrates. Regardez ce à quoi Hillary Clinton a pu échapper. Honteux !" a tweeté Donald Trump, qui a aussi défendu son fils, "ouvert, transparent et innocent".

PARANOÏA A LA MAISON BLANCHE • Des signes indiquent que la crise actuelle est plus grave que les précédentes.

Selon d'innombrables sources anonymes qui s'épanchent auprès du New York Times ou du Washington Post, Donald

Trump est furieux de voir l'affaire russe gagner en ampleur et exaspéré contre ses collaborateurs, particulièrement à cause des fuites à répétition, ce qui décuple la paranoïa interne.

Alors qu'il est resté invisible depuis son retour du G20 samedi, des journalistes ont rapporté qu'il passait beaucoup de temps devant sa télévision.

Réponse, sur Twitter, du milliardaire : "La M.B. (Maison Blanche) fonctionne parfaitement bien, concentrée sur la santé, les baisses d'impôts et beaucoup d'autres choses. J'ai très peu de temps pour regarder la télévision".

Il s'envolera ce mercredi

pour Paris, où il doit participer aux cérémonies du 14 juillet.

Sur le fond, la rencontre entre Trump junior et l'avocate russe, Natalia Veselnitskaya, représente l'élément le plus explicite pointant vers une éventuelle tentative de collusion entre le camp Trump et la Russie.

Ce sera aux enquêtes officielles de trancher sur la réalité de ces allégations. L'une est conduite par Robert Mueller, ancien directeur du FBI. Les deux autres principales sont menées par les commissions du Renseignement du Sénat et de la Chambre des représentants.

Selon l'agence McClatchy hier, ces diverses investigations s'intéressent également de près à l'équipe numérique de la campagne Trump, alors dirigée par Jared Kushner, gendre et conseiller du président, afin de déterminer si elle avait assisté les auteurs présumés russes de la campagne de désinformation et de piratage ayant visé Hillary Clinton et les démocrates.

Comme Paul Manafort, Jared Kushner a participé à la fameuse réunion avec l'avocate russe, même si ce n'était que pour quelques minutes, selon son beau-frère.

L'Afrique en bref

• **Nigeria/Jihadistes.** Quinze morts à Maiduguri

Au moins quinze personnes ont été tuées dans un quadruple attentat-suicide perpétré par des femmes à Maiduguri, la capitale du nord-est du Nigeria, régulièrement visée par le groupe jihadiste Boko Haram, a annoncé hier la police.

• **RDCongo/Elections.** Washington menace Kinshasa de sanctions

Les États-Unis ont menacé mardi la République démocratique du Congo (RDC) de sanctions si les élections ne se déroulaient pas comme prévu cette année et ont exhorté le Conseil de sécurité des Nations unies à punir les responsables des violences.

A travers le monde

• **Afghanistan/Violence.** Sept passagers d'un bus tués dans l'ouest

Les autorités afghanes ont découvert hier les corps criblés de balles de sept passagers d'un bus dont les occupants ont été kidnappés dans l'ouest lors d'une attaque attribuée aux talibans, a rapporté la police.

• **Brésil/Justice.** L'ex-président Lula condamné à 9 ans de prison

L'ex-président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a été condamné à neuf ans et six mois de prison pour corruption et blanchiment d'argent, a annoncé hier le tribunal de Curitiba (Sud) chargé de l'enquête sur le scandale Petrobras.

• **Etats-Unis/Justice.** Le futur chef du FBI promet de rester indépendant de Trump



Photo : AFP

Nommé par Donald Trump pour diriger la police fédérale américaine, Christopher Wray a promis hier qu'il agirait au nom d'une "justice impartiale" et qu'il ne prêterait pas allégeance au président, qu'il s'est même permis de contredire.

• **Turquie/Jihadistes.** Cinq membres présumés de l'EI abattus

La police turque a tué hier cinq membres présumés du groupe Etat islamique (EI) dans le centre de la Turquie et procédé à l'arrestation de plus de 230 suspects à travers le pays, ont annoncé les autorités.

France/Après les critiques de l'opposition

Paris réaffirme que le Tchad est un " pays ami "

AFP
Paris/France

LA France considère le Tchad comme un pays "ami et partenaire", a indiqué hier le Quai d'Orsay au lendemain d'une lettre ouverte de l'opposition tchadienne dénonçant le "soutien" de l'Occident au président tchadien Idriss Déby Itno, qui gouverne le pays d'une main de fer depuis 1990.

"Le Tchad est un pays ami et partenaire, avec lequel nous entretenons une coopération dense et diversifiée", a déclaré la

porte-parole du Quai d'Orsay Agnès Romatet-Espagne, ajoutant que le président français Emmanuel Macron avait reçu mardi Idriss Déby à l'Élysée. Cette rencontre n'a donné lieu à aucune déclaration.

La branche jeunesse du principal parti d'opposition de l'Union nationale pour le développement et le renouveau (UNDR) a dénoncé mardi le "soutien" des Occidentaux, et particulièrement de la France, au président Déby, réélu pour un cinquième mandat en avril 2016 après des élections contestées.

Partenaire stratégique de



Photo : AFP

La poignée de main, mardi dans la cour de l'Élysée, entre le président français, Emmanuel Macron, et son homologue tchadien Idriss Déby Itno illustre l'amitié entre Paris et N'Djamena.

la France et de l'Occident dans la lutte contre le jha-

disme au Sahel, le Tchad – l'un des pays les plus pau-

vres au monde – traverse une crise économique aggravée par la baisse des cours du pétrole en 2014.

"Nous saluons son engagement déterminé dans la lutte contre le terrorisme dans le Sahel et dans le bassin du lac Tchad, et soutenons un développement inclusif au bénéfice de la population tchadienne", a ajouté la porte-parole du Quai d'Orsay.

"La France est attachée, partout dans le monde, au respect des libertés fondamentales. Nous promovons cette approche dans nos échanges bilatéraux réguliers avec le Tchad", a-t-elle assuré.

C'est arrivé...

un campeur se réveille la tête dans la gueule d'un ours

UN employé d'un camp d'été dans le Colorado a eu un choc à son réveil : sa tête était enserrée entre les crocs d'un ours brun qui le traînait au sol.

Le jeune homme de 19 ans, instructeur en techniques de survie dans un ranch, a décrit "l'immense douleur" ressentie lorsque l'ours "écrasait" son crâne dimanche

matin.

L'animal l'a traîné sur environ quatre mètres au sol avant que d'autres campeurs ne le fassent lâcher sa proie en l'effrayant. Des responsables du site, accompagnés de chiens, ont ensuite lancé une traque.

"Le craquement que j'entendais, je pense, c'était les dents qui grat-

taient sur le crâne dans lequel il mordait", a confié le jeune homme, seulement identifié par le prénom Dylan, sur la chaîne locale Denver 7.

Il dormait dans un sac de couchage au bord d'un lac avec quatre autres employés du camp lorsque l'animal a mené son attaque vers 4H15 dimanche matin (12H15 au

Gabon) à Ward, situé à une trentaine de kilomètres de la ville de Boulder.

"J'ai cru pendant un instant que j'étais en train de rêver mais ensuite je me suis dit que ça faisait tellement mal que ça ne pouvait pas être un rêve", a expliqué Dylan, qui est sorti de l'hôpital avec neuf points de suture.

... à Boulder (Colorado, États-Unis)